



Procès-verbal

Assemblée Générale

Date 24 juin 2014

Auteur Jean-Pierre HUGUES

Référence LFP.PV.AG.2014.05.30

Réunion du 30 mai 2014

Président Frédéric THIRIEZ

Présents **Membres et clubs représentés après vérification des pouvoirs**

Clubs professionnels de Ligue 1

BASTIA (Pierre-Marie GERONIMI), BORDEAUX (Alain DEVESELEER, mandat), CAEN (Jean-François FORTIN), EVIAN (Joël LOPEZ), LORIENT (Jean-François FORTIN, mandat), MARSEILLE (Bernard CAIAZZO, mandat), METZ (Patrick RAZUREL, mandat), MONACO (Félicien LABORDE, mandat), NANTES (Jacky SOULARD, mandat), PARIS (Romain VOILLEMOT, mandat), REIMS (Jean-Pierre CAILLOT), SAINT-ETIENNE (Bernard CAIAZZO), TOULOUSE (Jean-Raymond LEGRAND, mandat).

Clubs professionnels de Ligue 2

AJACCIO (Alain ORSONI), ANGERS (Saïd CHABANE), AUXERRE (Guy COTRET), BREST (Yvon KERMAREC), CLERMONT (Saïd CHABANE, mandat), CRETEIL (Luis De SOUSA, mandat), GAZELEC AJACCIO (Natale SCAGLIA, mandat), LAVAL (Christian DURAINCIE, mandat), LE HAVRE (Jean-Pierre LOUVEL), NANCY (Jacques ROUSSELOT), NIMES (Jean-Pierre LOUVEL, mandat), NIORT (Karim FRADIN, mandat), ORLEANS (David VENTURA, mandat), TROYES (Francis BOUDIN, mandat), VALENCIENNES (Jean-Raymond LEGRAND).

Excusés ARLES AVIGNON, DIJON, GUINGAMP, LENS, LILLE, LYON, LUZENAC, MONTPELLIER, NICE, RENNES, SOCHAUX, TOURS.

Assistent MM. Philippe DIALLO, Jean-Pierre HUGUES, Damien LEDENTU, Noël LE GRAËT, Pierre REPELLINI, Jean-Michel ROUSSIER.

Mme Nathalie BOY DE LA TOUR.

MM. Jérôme BELAYGUE, Sébastien CAZALI, Bernard DOCQUIERT, Frédéric JAILLANT, Adrien MAUREL, Loïc MORIN, Arnaud ROUGER.

Mmes Stéphanie BOURDAIS, Julie HEBERT, Sarah PALLUEL.

A l'ouverture de l'Assemblée Générale, les 28 clubs, présents ou représentés, permettent d'atteindre 69 voix, soit le quorum prévu à l'article 14 des statuts.

La séance est ouverte à 16 h 55.



Procès-verbal

Assemblée Générale

1. Adoption du précédent procès-verbal

L'Assemblée générale,

adopte le procès-verbal de la réunion du 19 décembre 2013.

2. Allocution du Président de la LFP

Mes chers collègues, chers amis,

Il est tard, vous avez donc un énorme mérite, celui d'être restés jusqu'à maintenant et à une date qui, je l'avoue, n'est pas la plus commode pour vous. Je vous en remercie donc d'autant plus.

Je voudrais saluer les nouveaux arrivants :

- ♦ Christian Duraincie, le nouveau président de Laval.
- ♦ Joël Lopez d'Evian Thonon Gaillard, qui devrait, je pense, être là également.

En fin de saison, on a l'habitude de dire un petit mot de ce qui s'est passé et de ce qui va se passer.

Sur le plan sportif, on a entendu et lu qu'il n'y a pas de suspens en Ligue 1 et en Ligue 2, que tout est joué. Les faits démontrent le contraire. C'est vrai, le Paris Saint-Germain a été sacré champion à la 36^{ème} journée et a 9 points d'avance sur le deuxième.

Moi qui suis aussi président des ligues européennes, je regarde ce qui se passe chez nos voisins. Le Bayern a été sacré à 7 journées de la fin, avec 19 points d'écart avec le deuxième. En Italie, il y a 17 points d'écart entre la Juve et la Roma. Il ne faut donc pas croire que l'herbe des pelouses est toujours plus verte à l'étranger que chez nous ; ce n'est pas vrai.

En Ligue 2, le Championnat a également été absolument passionnant avec, au final, l'accession - juste ou injuste, mais c'est cela, le football - de 3 grands clubs historiques : Metz, Lens, Caen, avec une moyenne de 31 000 spectateurs à Lens et, je crois, de 40 000 sur les 3 dernières journées !

Toutefois, je ne dissimule jamais les mauvaises nouvelles, il y a un point noir, c'est notre indice UEFA. Pourtant, je le dis depuis des années, attention, nous ne jouons pas suffisamment le jeu en Europa League. Nous restons 6^{ème} et ne pourrions pas redépasser le Portugal dans un proche avenir. Nous allons même devoir nous battre contre la Russie pour rester 6^{ème}.



Procès-verbal

Assemblée Générale

La France 6^{ème}, je suis désolé, mais elle n'est pas à sa place. La place de la France n'est pas derrière le Portugal. Notre place est bien devant. Je rappelle qu'en termes de droits téléés, nous sommes 3^{ème} sur les 5 grandes nations européennes.

Troisième en termes de droits téléés et 6^{ème} sur le plan sportif ?! Il y a quelque chose que je ne comprends pas très bien ou que je comprends trop : malheureusement, à la différence des Portugais, nos clubs ne jouent pas l'Europa League. J'en parlerai à la fin de mon intervention, je réfléchis à un système d'incitation sur les droits téléés pour que nos clubs jouent vraiment l'Europa League.

Sur le plan économique, comme l'a dit très bien Jean-Pierre Louvel à la réunion de l'UCPF, la situation est toujours aussi difficile pour nos clubs, et ce malgré une amélioration des résultats nets sur la saison.

Nous avons un déficit cumulé Ligue 1 Ligue 2 d'une centaine de millions. Nous sommes descendu à 39 M€. C'est encore trop. Cela va s'améliorer cette saison, je pense que nous serons autour de -20 M€, mais c'est tout de même un déficit. Ce qui m'inquiète particulièrement, ce sont les comptes de la Ligue 2 qui sont très, très fortement dans le rouge : 21 M€ de pertes contre 18 M€ pour la Ligue 1, c'est trop.

Autre difficulté, dans le modèle économique dans lequel nous vivons, nous avons malheureusement de grands clubs historiques qui sont relégués en Ligue 2 et menacés de disparition, ou qui ont déjà disparu : Grenoble, Le-Mans, Strasbourg, Sedan, difficultés de Valenciennes, incertitudes sur Sochaux. Toutes ces places fortes historiques du football français sont menacées aujourd'hui.

Quelque chose ne va pas chez nous, d'où le travail de réflexion que nous avons engagé sur la licence club et sur d'autres réformes dont je dirai un mot tout à l'heure.

Les perspectives. Un peu d'espoir, quand même, sur le plan économique ! Les droits téléés sont maintenant derrière nous, qu'il s'agisse des droits domestiques ou des droits internationaux, pour lesquels j'aurai le plaisir de vous annoncer les dernières décisions du Conseil d'administration qui s'est tenu cet après-midi.

Les droits téléés domestiques. J'avais décidé d'anticiper l'appel d'offres pour sécuriser nos droits et donner de la visibilité aux clubs. Je pense que nous avons eu raison de le faire car désormais, nos clubs ont une visibilité sur les droits domestiques téléés jusqu'en 2020 et que nous augmentons de 20 %. Bien sûr, on aurait pu espérer mieux, mais c'est comme dans la théorie freudienne, il y a le principe de plaisir et le principe de réalité. Dans le principe de plaisir, on peut rêver avoir + 30, + 40 %, mais il y a la réalité du marché. Or, ce sont les opérateurs qui font les chèques, ce n'est pas nous. 20 % de plus dans le climat économique actuel en France est un résultat que nous pouvons considérer comme satisfaisant.

Les droits internationaux. Tout à l'heure, votre Conseil d'administration a approuvé le deal que nous venons de passer avec notre partenaire, beIN sports, pour un renouvellement de notre contrat. Sur une durée de 6 ans, 2018 et 2024, nous avons obtenu 480 M€, soit 80 M€ par an de minimum garanti.



Procès-verbal

Assemblée Générale

Je vous rappelle qu'actuellement, nous sommes à 33 M€ et qu'il y a quelques années à peine, nous étions à 6,5 M€. En dix ans, nous aurons multiplié les droits internationaux par 12.

Bien sûr, au-delà de 80 M€ de minimum garanti, ce sera un partage entre beIN et nous à raison de 50/50.

C'est un bon contrat qui vous donne une visibilité sur les droits internationaux jusqu'en 2024. Pour autant, notre modèle doit évoluer, car aujourd'hui, il a trouvé ses limites. Le renforcement de la licence club symbolise les évolutions qui seront nécessaires pour notre football. Ce renforcement de la licence club - que nous avons tous souhaité avec l'UCPF, la Ligue - avec un seuil d'obtention plus élevé et une augmentation de la part des droits télévisés s'y rapportant est indispensable pour manifester une exigence accrue visant à rendre le football professionnel encore plus professionnel. Il ne s'agit pas de pénaliser les uns ou les autres, mais de récompenser ceux qui font des efforts importants en termes d'infrastructures, notamment de stade et de formation, et de rétablir en quelque sorte l'équité sportive. Car après tout, il est très douloureux de voir disparaître des clubs qui ont investi dans leur stade et leur centre de formation alors que d'autres se maintiennent sans avoir fait d'effort particulier.

Cette réforme de la licence club ne suffira pas. Comme je l'avais écrit dans ma lettre de candidature il y a déjà deux ans, j'ai lancé une réflexion sur l'avenir du championnat, afin de protéger nos clubs, notre championnat. Cela passe par : une évolution - je n'ose même pas prononcer le mot « durcissement » - de la licence club ; une réflexion sur le format même des compétitions.

L'UCPF a elle-même lancé une réflexion très intéressante sur l'avenir de la Ligue 2. Voilà une contribution intéressante, mais ne nous arrêtons pas à la Ligue 2, travaillons aussi sur la Ligue 1 : nombre de montées et de descentes ; nombre de clubs ; faut-il faire des play-off ? Faut-il moduler les droits télévisés en fonction des résultats en Coupe d'Europe ? Tous ces chantiers doivent être posés, il n'y a pas de tabou dans le football, il faut avancer et c'est ce que je vais faire.

Un deuxième chantier important que je veux mener est la gouvernance. Vous êtes demandeurs d'une réforme de la gouvernance de la Ligue professionnelle. Je le comprends et m'y étais engagé dans ma lettre de candidature. Je fais ce que j'ai dit. Maintenant que les droits télévisés sont derrière nous, aussi bien les droits domestiques que les droits internationaux, nous pouvons nous consacrer aux réformes de fond.

J'ai donc demandé à un juriste indépendant, Hugues Moutouh, que beaucoup connaissent - avocat, ancien directeur de cabinet de Bernard Laporte, président de notre commission de la licence - d'entamer cette réflexion et de vous consulter, bien sûr vous les clubs en premier, mais aussi les familles, le ministère et nos partenaires, sur une évolution de la gouvernance de la Ligue afin d'être plus efficace et plus démocratique. Ce sera fait sans tabou, avec simplement comme souci le respect de la loi.



Procès-verbal

Assemblée Générale

Pour terminer, je dirai un mot sur notre unité. Je l'ai dit ce matin à l'UCPF. Jules Rimet disait que le football est le premier parti de France. Le problème, c'est que ce premier parti de France n'a aucun pouvoir. Pourquoi ? Car il n'est pas uni.

Malgré tous les efforts que nous faisons chacun de notre côté, moi, Jean-Pierre Louvel et Noël Le Graët, nous ne sommes pas unis. Je ne reviendrai pas sur les exemples désagréables et douloureux qui montrent notre absence d'unité, l'affaire des 75 %, l'affaire de Monaco et d'autres, mais tant que nous ne serons pas unis, nous perdrons les combats politiques qui sont les nôtres. Je demande à tous de réfléchir à cela, d'oublier parfois l'intérêt personnel de tel ou tel club et de prendre des décisions dans l'intérêt général. Sinon, nous n'avancerons pas.

Enfin, mon cher Noël, nous sommes à la veille d'une compétition plus qu'importante. Ce que l'on a vu contre la Norvège nous a remplis de bonheur. On a eu l'impression que l'Afrique du Sud était oubliée, que nos joueurs retrouvaient l'envie, le plaisir, le bonheur et qu'ils l'ont transmis à tous nos supporters.

J'avoue que c'est une énorme satisfaction et je sais que l'on vous la doit, à vous et à Didier Deschamps. Tous les clubs que vous voyez-là seront derrière vous au Brésil et on fera un très, très beau parcours. Allez les bleus et merci à tous !

3. Allocution du Président de la FFF

Messieurs les Présidents,

Je vous remercie d'être présents à cette assemblée et voudrais vous dire combien j'apprécie la Ligue de football professionnel. J'y suis attaché, j'ai même passé dix ans à sa tête et je m'aperçois qu'elle fonctionne de façon remarquable.

L'économie dont vous venez de parler, ce n'est pas n'importe quoi. Les augmentations qui viennent d'être faites semblent faciles quand on les annonce, mais ce sont des combats, des discussions, de la réflexion, des accords que vous avez pris et qui sont de bonne qualité. Vous avez assuré une ligne économique importante sur les six années qui viennent et même au-delà. Je pense que c'était l'attente de la plupart des présidents de clubs.

Je voulais aussi vous dire que, parfois, nous dégageons trop de morosité. Vous êtes tous optimistes, mais malgré tout, le football a beaucoup de chance, car malgré la crise économique, vos chiffres sont performants. Ceux qui seront à l'Assemblée de la Fédération verront que le football traverser cette crise économique sans trop de difficultés. Les sponsors - car nous vivons davantage de sponsors que de droits télévisés - ont été acquis à nos bleus, à la Coupe de France. Très franchement, sur les quatre années qui viennent, nous avons également assuré assez largement un budget très positif.



Procès-verbal

Assemblée Générale

Je sais que les grands clubs souffrent, on a parlé des stades. Les stades, vous les avez. Les discussions semblent difficiles entre le concessionnaire, le club ou les communautés de communes, mais les stades sont là. Je pense que si nous n'avions pas eu l'Euro, les villes, l'État qui a mis pas mal d'argent, les régions, les départements ne se seraient pas associés à cet effort.

Dans toutes les rencontres que nous pouvons avoir, il faut certainement aider nos clubs à encore mieux négocier leur contrat avec le partenaire local, mais rappeler toutefois que le nombre de sièges va pratiquement doubler et que les places économiques vont tripler sur le football professionnel sur les deux ans qui viennent.

C'est un acquis important. Je reconnais que les coûts de location sont élevés car les clubs n'ont pas décidé seuls de bâtir leur stade. Ce n'est pas forcément la volonté de l'État de ne pas avoir laissé faire, mais je pense qu'en France, c'était difficile de construire des stades d'une telle envergure sans la bonne complicité des collectivités que, qu'on le veuille ou non, il faut remercier. Après, ce sont les discussions pour les coûts de location qui sont difficiles.

Le football est éternel. J'ai connu des crises, vous aussi. On est sur un nouveau départ. La Ligue garantit des sommes importantes pendant six ans. Les stades vont se modifier. L'équipe de France va mieux. Vos clubs ; franchement, je trouve que cela va mieux. Je trouve que ce sont de beaux championnats, c'est difficile, mais vous avez un mérite fou, celui d'avoir cette envie permanente de bâtir des équipes performantes, d'être attentifs, d'être solidaires le temps qui convient et après, il y a la compétition.

Je pense qu'être dirigeant, président de club est un métier extrêmement difficile. Je l'ai dit ce matin à l'UCPF, le plus dur que j'ai fait dans ma vie, c'est de diriger un club, car c'est tellement incertain ! Vous gagnez un match vous êtes adoré ; vous perdez c'est difficile. Parfois l'argent arrive, parfois il ne vient plus. Quand vous gagnez 3 matches, cela vous donne une image tellement fantastique, mais elle devient tellement négative quand vous en perdez 3 !

C'est donc très, très dur, il faut être solide, avoir cette entreprise de football bien en main. Ce n'est pas une entreprise normale, une industrie ; c'est une entreprise extrêmement difficile, mais tellement passionnante.

Du fond du cœur, je vous adresse tous mes compliments pour cette tâche, pour l'image que vous donnez et je pense que notre avenir n'est pas si mal.

La séance est levée à 17 h 25.


Le Président,

Frédéric THIRIEZ


Le Directeur Général,

Jean-Pierre HUGUES